ROUGE EMERAUDE continue!

Le 5ème congrès du NPA n'a pas permis de réduire les importantes divergences d'orientation et la crise de direction qui entravaient sa cohésion depuis plusieurs années, notamment dans certaines grandes villes. Aucune de 3 plateformes représentées au congrès n'est parvenue en effet à rassembler la majorité des voix des militant.es: 48,5% pour la PfB, 45,29% pour la PfC et 6,21% pour la PfA.

Au contraire, au plan national, les oppositions se sont cristallisées au point qu'il n'est plus possible aujourd'hui pour une partie des camarades que deux orientations cohabitent au sein du parti, entrainant de fait la séparation.

Notre comité NPA du pays malouin est concerné par cette séparation.

Pour autant, des militant.es qui en étaient membres se sont accordé.es le 23 décembre pour maintenir un cadre unitaire et continuer ensemble, au publication de **ROUGE EMERAUDE**.

ROUGE EMERAUDE continue donc à exprimer nos options anticapitalistes, internationalistes, féministes, anti fascistes...

Ne se référant plus à une organisation nationale délimitée programmatiquement, il a l'opportunité de s'ouvrir et d'accueillir volontiers des contributeur-trices du pays malouin se situant dans tout autre courant anticapitaliste.

A vos claviers!



Pour prendre contact avec ROUGE EMERAUDE:

rouge.emeraude35@gmail.com

ouge Emeraude bulletin des anticapitalistes du pays malouin

décembre 2022

Retraites: refusons un recul de 40 ans!

C'est le 10 janvier 2023 que sera présentée la dernière mouture du projet de réforme des retraites. Quelques jours plus tôt, la première ministre Borne rencontrera les dirigeants des syndicats pour un simulacre de concertation. Un simulacre, car les grandes lignes de ce projet ont clairement été fixées par Macron après quelques discussions avec la droite. Le suspense ne porte que sur l'âge du départ à la retraite : 64 ou 65 ans ? Macron a en effet plusieurs fois changé de discours pour tenter de gagner des appuis divers, mais son objectif reste bien de porter cet âge à 65 ans, même si ça devait se faire plus ou moins progressivement selon les tranches d'âge. Et pire, pour ceux, nombreux, qui n'ont pas une « carrière complète », il faudrait attendre 67 ans pour bénéficier d'une retraite sans décote.

Ce serait un nouveau recul considérable des acquis sociaux, puisque la retraite à 60 ans à taux plein avec 37,5 annuités avait été établie en 1983. Les fonctionnaires, quant à eux, bénéficiaient de la retraite à 60 ans... depuis 1853. Mais Macron entend, bien entendu, revenir aussi sur les « régimes spéciaux de retraite » sous prétexte d'égalité... par le bas. En 2014 déjà, la loi Touraine avait imposé une rallonge de deux ans : le départ en retraite passait à 62 ans.

On mesure l'absurdité de ces décisions quand on sait qu'un fort moins pour une période déterminée, la pourcentage de travailleurs ont bien du mal à retrouver un emploi passée la cinquantaine. Le taux d'emploi des plus de 55 ans est aujourd'hui de 56 %. Concrètement, ces mesures ajoutées à celles qui frappent l'indemnisation du chômage auront pour effet de faire chuter le niveau de vie de ces femmes et hommes, et à les obliger à acn'importe tirer. cepter quoi pour réussir s'en Travailler jusqu'à la maladie ou la mort?

> L'espérance de vie en bonne santé a sans doute fait des progrès au cours du 20ème siècle, mais elle reste aujourd'hui à 64,1 ans pour les femmes et 62,7 ans pour les hommes. Ces statistiques masquent des écarts considérables entre les classes et catégories sociales. Cette espérance est de toute évidence beaucoup plus basse pour celles et ceux qui ont accompli des travaux pénibles, stressants, générateurs de maladies, vécu dans des conditions difficiles, n'ont pas eu accès régulier à une alimentation saine et des soins réguliers. Les hausse des prix des produits alimentaires comme la dégradation des services de santé ne pourront qu'aggraver leur situation,

> Autrement dit, on aura de très fortes chances de tomber malade ou de souffrir de handicaps avant d'atteindre l'âge de la retraite, mais le système ne laissera pas de choix, sinon de vivre dans le dénuement.

> Ces projets montrent une fois de plus le profond mépris du gouvernement comme du patronat pour le sort des classes laborieuses sa volonté d'aller le plus loin possible Ils s'ajoutent aux attaques contre le niveau de vie, les droits des chômeurs, ceux des migrants que le patronat voudrait faire venir à carte et qui ne bénéficient pas des mêmes droits que les autres.

> Il n'y aura pas de limites dans cette régression sociale si nous ne nous mobilisons pas. Des actions sont prévues par les directions syndicales, notamment le 17 janvier. Il faudra y participer massivement pour exprimer notre hostilité contre ces mesures mais aussi nous préparer à des luttes de grande envergure si nous ne voulons pas revenir 40 ans en arrière.

BREVES DE PONTONS

Restructuration hospitalière Quelques considérations après les audiences du Monde d'après et de Dinan diver'Cité auprès des porteurs du projet

Nos ami.es et camarades de la coordination malouine Le Monde d'Après et de Dinan Diver'Cité ont obtenu, de haute lutte, des audiences auprès du directeur départemental de l'ARS, de la direction du GHT et du maire de Saint-Malo sur le projet hospitalier.

Enfin, un certain nombre de précisions sur l'économie générale, le contenu et l'état d'avancement du projet ont été apportées et rendues accessibles, après plus de 20 mois de rétention de l'information, pratique qui en dit long sur la conception qu'ont de la « démocratie sanitaire » les dirigeants des institutions hospitalières.

A n'en pas douter, ce « déblocage » est lié à la mobilisation sur le temps long d'un certain nombre d'élus locaux, d'organisations et de citoyen.nes, défenseurs du service public et militants de la qualité et de l'accès aux soins pour tou.tes.

Restent cependant des zones d'ombre telles que le site d'implantation de l'hôpital territorial et l'approche du Conseil National de l'Investissement en santé (saisi pour avis le 15 décembre) ainsi que le refus de réouvrir la maternité de Dinan alors même qu'est affirmée la notion d'équipe médicale territoriale pour chacune des spécialités.

Reste d'actualité également, notre perplexité sur l'efficacité du projet en termes de qualité des soins, dans la mesure où il suppose des recrutements de personnels médicaux et paramédicaux aussi bien à l'hôpital (par exemple pour faire tourner des urgences 24/24 et un SMUR à Dinan) qu'en extrahospitalier. Car l'un des déterminants du projet est la réduction des capacités en hospitalisation complète, ce qui nécessite le développement de l'ambulatoire et donc la continuité des soins par les équipes à domicile...

Notre perplexité est encore maintenue s'agissant de la dynamique médico-soignante qui demeurera à moyen terme sur le site hospitalier de Dinan, car qu'on l'avoue ou non, au motif de graduer les prises en charge, le projet sanctionne la déqualification de l'hôpital dinannais. Cette hiérarchisation en faveur du site malouin ne sera pas sans heurter la culture de la communauté soignante dinannaise. Quid alors de l'attractivité pour le secteur dinannais? Quid même du volume d'activité nécessaire à l'équilibre du pôle malouin ?

Enfin, nos doutes exprimés sur la soutenabilité et l'équilibre financier du projet n'ont pas été levés, d'autant que la conjoncture est marquée à la fois par le renchérissement des prix de la de construction et par la croissance des taux d'intérêts dans un contexte où les hôpitaux du secteur sont déjà fortement endettés.

Nous sommes donc très impatients de connaître l'avis du Conseil National de l'Investissement en santé, sorte de sésame à la poursuite du projet.

16 décembre: convergence entre la crise du moment et les inquiétudes de l'avenir.

Vendredi 16 décembre. les militant.es et cimobilis.ées toven.nes

sur l'avenir du service public hospitalier se retrouvaient devant les urgences du CH de Saint-Malo en soutien au personnels en grève depuis 45 jours et qui venaient de voter la reprise du travail. En effet, Ainsi est titrée la dernière édition du Pays Malouin. A vrai les grévistes venaient d'obtenir une satisfaction partielle à leurs revendications, quelques renforts en personnel au service des urgences et surtout l'ouverture de quelques lits en médecine et chirur-

INVITATION A UNE REUNION PUBLIQUE CONTRE LA GUERRE EN UKRAINE ET AILLEURS

Chaque jour des centaines de soldats ukrainiens et russes sont blessés, des centaines sont tués, des millions de civils souffrent des bombardements et privations. Plus de cent mille tués et blessés à ce jour de chaque côté. Des dizaines de milliers d'hommes - et aussi de femmes - doivent vivre dans des tranchées, dans des conditions terribles, aggravées par l'hiver, qui rappellent celles de la guerre de 14-18, avec les missiles et les drones en plus. On meurt pour le Dombass comme on mourrait pour l'Alsace Lorraine. Tout cela pour gagner ou perdre chaque jour quelques centaines de mètres, parfois un village ou une ville.

Cette guerre, si elle a été déclenchée par Poutine, est le résultat des rivalités entre grandes puissances impérialistes. C'est aujourd'hui une guerre entre l'OTAN, en premier lieu les Etats-unis, et la Russie, avec les Ukrainiens et la jeunesse russe comme chair à canon. Ce conflit a relancé une course aux armements qui peut conduire à une guerre plus étendue, voire à une guerre mondiale. Et, dans l'immédiat, avec le vote des parlements les budgets militaires gonflent au détriment de ceux des services publics, de la santé, de l'enseignement, des transports. Le président Macron et le gouvernement français se sont lancés eux aussi dans cette course aux armements.

Nous, militants du mouvement ouvrier et associatif de la région de Saint-Malo disons :

ASSEZ!

- Non à l'escalade militariste et à la participation de l'État français à la guerre, sous quelque forme que ce soit.
- Hors d'Ukraine les troupes russes!
- Retrait des troupes de l'OTAN d'Europe
- Pas un sou, pas une arme pour cette guerre! Les milllards pour les salaires, l'école, les hôpitaux, pas pour la guerre!
- Aucun soutien aux gouvernements fauteurs de guerre!
- Solidarité avec tous ceux qui s'opposent à cette boucherie, en Ukraine comme en Russie, en particulier avec les mères et femmes de soldats qui manifestent malgré la répression.

La véritable solidarité avec le peuple ukrainien, comme avec le peuple russe qui souffre lui aussi de cette guerre, ce n'est pas de soutenir un camp contre l'autre pour faire davantage de victimes, mais d'agir à notre niveau, même modeste, pour favoriser le refus de la guerre et la fraternisation entre soldats et travailleurs ukrainiens et russes contre les gouvernements qui les envoient à la mort.

Nous vous proposons de nous rencontrer

A BAS LA GUERRE!

A Saint Malo, jeudi 12 janvier à 20h salle du Port des Bas Sabions

Premiers signataires I

DAROUTI Eliane, enseignante retraitée, BOUFFORT Daniel, militant anticapitaliste, BRIERE Armelle, DELTEIL Gérard, NPA, écrivain, DUC-MAUGER Claude, syndicaliste CGT, ESTEVE Vincent, syndicaliste Sud Santé, ETIENNOUL Sylvain, militant anticapitaliste, GROISIER Jean-Michel, POID, LE FORBAN François, syndicaliste, MALLE René, syndicaliste action sociale, MENEUX Yannick, syndicaliste, SICRE Jean-Luc, POID, TAILLANDIER Christian, syndicaliste FSU,

LA COLERE GRONDE DANS LES QUARTIERS

dire, c'est loin d'être nouveau à Saint-Malo que des habitant.es s'élèvent contre des projets immobiliers qui vont leur pourrir leur environnement immédiat. Cette fois-ci, ce sont des projets sur le secteur servannais Portes

Rouges/les Vergers Sainte-Marie et de Rocabey, derrière le palais de Justice, qui sont contestés. N'est-ce pas la suite et la conséquence logique de la politique d'urbanisme conduite par la municipalité Lurton et son obsession de construire 500 logements/an (pour qui ?), malgré ses engagements d'un « urbanisme apaisé ».

Mais cela prend toute son acuité alors que s'engage l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

A n'en pas douter, ce dossier va être l'occasion pour de nombreux malouin.es de s'impliquer. Nous reviendrons sur l'évolution de la démographie de la ville et de l'agglo après analyse des données INSEE 2020 rendues ces tous derniers jours.

L'attentat terroriste contre les Kurdes

L'attentat commis le 23 décembre contre un centre culturel kurde du 10ème arrondissement de Paris a fait trois morts et plusieurs blessés. Il aurait pu faire davantage de victimes si l'agresseur n'avait pas été maîtrisé par présentes. personnes des L'assassin est de toute évidence un raciste fanatique qui avait déjà tenté d'attaquer des migrants avec une machette. On le présente comme un « déséquilibré ce qui est possible, mais, même malade, c'est tout de même sous l'influence des incessantes campagnes racistes et xénophobes qu'il a agi. Ces campagnes ont légitimé son acte dans sa tête. On imagine ce que politiciens réactionnaires et médias auraient dit si le criminel avait été prénommé Mohamed et non William.

On ignore si ce sinistre personnage a agi sur sa propre initiative ou s'il a été aidé, voire manipulé, comme le pensent des militants kurdes qui voient la main d'Erdogan derrière cet attentat. Ayant déjà été les cibles de diverses attaques, dont celle qui avait coûté la vie de trois militantes kurdes en 2013 à Paris, on peut comprendre que les Kurdes nourrissent des soupçons.

Quoi qu'il en soit, il s'agit bien d'un attentat terroriste. On peut d'ailleurs mesurer la différence des réactions, selon que les terroristes sont présumés islamistes ou d'extrême droite. Dans le premier cas, la police s'empresse d'arrêter la famille et les proches des suspects, immédiatement soupçonnés de complicité, voire de complot. Dans le second, on met le crime sur le compte de la seule maladie mentale.

Solidarité avec les kurdes Le racisme tue, nous devons le combattre sans répit!

GD

Le cadeau de Noël de Macron aux chômeurs

Dans notre précédent numéro de Rouge Emeraude, nous avions dénoncé le projet de lier l'indemnisation des chômeurs au taux de chômage... calculé évidemment par les services gouvernementaux et variant d'un secteur à un autre. Mais le gouvernement a profité de la période de Noël pour aggraver son attaque.

ver son attaque.

C'est le 23 décembre qu'il a décidé que la durée d'indemnisation des chômeurs pourrait être réduite de 40 % quand ce taux officiel passe à moins de 6 %. Ce mécanisme dit de « contracyclité» (sic) entrera en vigueur dès le 1er février 2023. Tous les chômeurs verront leur durée d'indemnisation diminuer de 25 %.

Face à cette offensive cynique, une seule solution : la mobilisation!

Grève des contrôleurs

Les gilets rouges ont-ils viré au jaune ?

La grève des ASCT (Agents de service commercial train), c'est à dire les contrôleurs, a beaucoup inquiété le gouvernement et le patronat. Macron a donc demandé à ses ministres de « réfléchir à la mise en place d'un cadre pour assurer la continuité des services publics en toutes circonstances. » Ce qui reviendrait à limiter encore le droit de grève, qui l'est déjà puisqu'il faut signer une déclaration 48 heures à l'avance pour se mettre en grève à la SNCF. Certains politiciens réactionnaires comme Estrosi, maire de Nice, et Eric Ciotti, président de LR, ont été plus loin en réclamant la réquisition des grèvistes et même en les traitant de terroristes!

Un des aspects importants de cette grève, c'est qu'elle est partie de la base, à la suite de la constitution sur les réseaaux sociaux d'un collectif d'ASCT regroupant trois mille contrôleurs. Des milliers de contrôleurs ont estimé que c'était le meilleur moyen de se faire entendre. La surprise était d'autant plus grande que la SNCF est une des grandes entreprises où les syndicats restent les plus influents. Ce mouvement a donc été comparé à celui des gilets jaunes qui, eux aussi, se sont mobilisés hors des cadres habituels. Ces surgissements sont liés notamment au recul général des organisations ouvrières structurées.

Forces limites du mouvement

Cette organisation sur les réseaux sociaux présente donc des forces et des faiblesses. Son caractère incontrôlé a fait peur à la direction de la SNCF et au pouvoir, qui sont habitués à avoir en face d'eux des interlocuteurs syndicaux. En revanche, le mouvement est resté très corporatiste et n'a cherché à aucun moment à s'adresser aux autres catégories de cheminots et encore moins à l'ensemble des travailleurs. Alors que les revendications des contrôleurs sont celles de tous les salariés qui ont vu leurs revenus amputés par l'inflation. Le mouvement ne s'est pas non plus organisé d'une façon démocratique afin que les grévistes en aient le contrôle. D'ailleurs, on a vu le collectif, ou plus exactement ses « dirigeants » auto-proclamés se rallier très vite à l'annulation de la grève du 1er janvier, à la suite des dernières négociations, sans consulter leur base, même sur Internet comme ils le faisaient jusqu'alors, sous prétexte que des non cheminots s'infiltraient sur leur page. Pour nous, une grève menée de façon démocratique, c'est l'assemblée générale souveraine et l'élection de coordinations. Des assemblées se sont parfois tenues dans les locaux des contrôleurs, mais elles ne se sont pas coordonnées.

Les acquis de cette grève de Noël se limitent pour l'essentiel à une prime annuelle de 720 euros et l'annonce d'un recrutement supplémentaire de 160 contrôleurs en 2023, ce qui ferait 550 en plus au total.

A condition de trouver des candidats, ce qui devient de plus en plus difficiles. Ces résultats sont loin de correspondre aux revendications avancées par les contrôleurs, notamment d'une augmentation de 300 euros par mois. Néanmoins cette mobilisation et cette détermination à passer outre la traditionnelle trêve de Noël ont effrayé le gouvernement et la direction de la SNCF. Contrairement à la propagande des médias, les contrôleurs ne sont pas de super privilégiés. Leurs salaires se situent pour la grande majorité, entre 1600 euros et 2000 euros nets par mois, primes comprises. Seule une toute petite minorité en fin de carrière atteinr les 2500 euros nets. Pour un service très fatiguant qui oblige à dormir fréquemment loin de son domicile dans des foyers.

Cette grève, qui annonce certainement d'autres luttes, a été un coup de semonce. Elle montre la capacité des travailleurs de prendre l'initiative. Il ne faut pas pour autant bouder les actions nationales lancées par les directions syndicales qui, malgré leurs limites, peuvent permettre des démonstrations de force.

Ce n'est qu' un grand mouvement réunissant toutes les corporations, sur des revendications communes, organisé et centralisé de façon démocratique qui pourra mettre un terme à l'offensive anti-sociale que nous subissons.

GD

FOOT ET POLITIQUE, QUELQUES REALITES....

Rappelez-vous, quelques jours avant l'ouverture du mondial de foot, Macron déclarait qu'il ne fallait pas « politiser le sport ». On a vu en fait que très rapidement il s'est imposé comme un **spécialiste de la « zone de récupération »**, prenant même la place de l'entraineur de l'équipe de France dans le vestiaire.

Dans un autre contexte, le parcours extra-sportif de Pelé, illustre parfaitement comment la performance sportive peut être captée comme instrument de contrôle social et politique. S'il n'est pas dans notre intention de nier les qualités footballistiques de cet athlète d'exception, son silence face aux exactions de la dictature brésilienne (1964-1985) vis-à-vis notamment de la jeunesse et son soutien récent à Bolsonaro doivent relativiser les tombereaux de louanges déversées depuis quelques jours à son endroit. Et on pourrait aussi parler du rôle que Pelé à jouer comme précurseur du football business.

Dépôt légal: en cours Imprimé sur support papier par nos soins Directeur de la publication: Daniel BOUFFORT Dans sa séance du 15 décembre dernier, le conseil municipal de Saint-Malo votait à l'unanimité l'interruption de l'éclairage public au cœur de la nuit, son extinction totale sur certains axes de circulation et la réduction de la plage horaire des illuminations, ceci « dans le cadre de l'élaboration du plan de sobriété énergétique de la Ville, [où] il est urgent d'initier des actions en faveur de la maîtrise des consommations d'éner-



gies mais aussi des actions de lutte contre les pollutions lumineuses. »....Fort bien!

Sauf que dans le même temps, ce n'est pas tout à fait ce qu'on a vu sur l'esplanade Saint-Vincent depuis le début décembre et même après. Où est la cohérence dans tout cela ? A moins qu'il faille rechercher celle-ci dans le soutien permanent de la collectivité à « industrie locale » du tourisme.

| Sur le dosdes nageur.ses | Ex piscine municipale du Naye> 2020 | AQUAMALO 2022 | | AQUAMALO 2023 | |
|---|--|------------------|-----------------|------------------|--------------|
| | | Basse saison | Haute saison | Basse saison | Haute saison |
| adulte résidant dans l'agglo de Saint-Malo | 3,2 | 6,2 | 7,7 | 6,7 | 8,3 |
| adulte résidant hors agglo de Saint-Malo | | 7,2 | 9,2 | 7,8 | 9,9 |
| enfant (3>15 ans) résidant dans l'agglo de Saint-Malo | 2,5 | 5,2 | 6,7 | 5,6 | 7,3 |
| enfant (3>15 ans) résidant hors agglo de Saint-Malo | | 6,2 | 7,8 | 6,7 | 8,4 |
| famille (4 personnes dont 1 ou 2 adultes) | | 21,7 | 25,7 | 23,4 | 27,8 |

l'horreur de la dictature des Talibans et les responsabilités de l'impérialisme

Les dernières décisions du gouvernement afghan à l'encontre des femmes nous ont toutes et tous saisis d'horreur. Nous avons vu ces images d'étudiantes que des hommes armés empêchaient de venir passer leurs examens, alors qu'elles avaient suivi leurs études. Le port de la burkha est aussi redevenu obligatoire et les femmes ne doivent pas sortir de chez elles sans être accompagnées d'un père, mari ou frère. On avait pu croire, au lendemain du départ des troupes américaines, que les dirigeants du mouvement taliban, dont certains s'étaient réfugiés pendant la guerre dans d'autres pays, moins répressifs, chercheraient à améliorer leur image dans le monde, ne serait-ce que pour faciliter le commerce et obtenir des aides économiques. Mais, après une période de flottement, d'après ce qu'on peut savoir de ce pays très fermé, ce sont les éléments les plus extrémistes, les plus fanatiques qui ont imposé leur loi aux « modérés ».

Il y a pourtant bien d'autres sujets de préoccupation pour la population que les lois religieuses. La situation est catastrophique. 25 millions d'Afghans sur 35 millions vivent dans une extrême pauvreté et l'ONU estime que 3 à 4 millions sont menacés par la famine. L'immense majorité des Afghans dépense les trois quarts de ses revenus pour l'alimentation. Le chômage touche 40 % de la population et l'inflation sévit durement. De plus, l'Afghanistan subit toutes sortes de catastrophes naturelles : séismes, sécheresses, inondations. L'interdiction aux femmes des ONG de participer à des opérations de secours ne pourra pas améliorer les choses.

Que s'est-ils passé dans les têtes des fanatiques qui se sont emparés du pouvoir, au-delà de leurs croyances ? Il est possible que ces mesures extrémistes visent à donner des exutoires pour faire oublier la misère et leur incompétence.

Quand les Etats unis soutenaient Ben Laden

Alors, nous sommes unanimes à condamner cette terreur et nombre de politiciens et de médias, en dénonçant ces horreurs, se présentent comme des défenseurs des femmes et des droits de l'hommes. Mais c'est oublier un peu vite l'origine de cette dictature et les responsabilités des grandes puissances, aussi bien celles de la Russie (à l'époque l'URSS) que celles des Occidentaux.

La première guerre d'Afghanistan a duré de 1979 à 1989. Elle a résulté de la tentative de l'URSS d'imposer un régime à sa botte,

alors qu'une partie de la population se soulevait naire privé se flatte objectifs de fréquents dictature militaire qui, s'il se proclamait plus ou moins « communiste

Dans ROUGE EMERAUDE n°46 (décembre 2018) et sous le titre évocateur « les requins libéraux attaquent les piscines du pays malouin », nous alertions sur le choix des élus locaux de confier à des opérateurs privés la gestion des piscines, avec les conséquences que cela aurait sur les tarifs d'accès à ces activités de loisirs. Nous y sommes !

Certes, nous ne nierons pas l'impact du renchérissement des énergies, mais tout de même, le tableau ci-contre illustre (pour Aquamalo) les conséquences concrètes de ce choix politique: + de 100% d'augmentation en 3 ans par rapport aux tarifs pratiqués à la piscine municipale du Naye.

Et tout cela dans un contexte où le gestionnaire privé se flatte d'avoir dépassé ses objectifs de fréquentation.

Autant dire que tout va bien pour lui, ...sur le dos des nageur.ses

», n'était guère plus progressiste que les précédents et surtout n'avait pas de base sociale. Les Etats unis ont alors soutenu et armé les ennemis de leur rival. Ce sont eux qui ont sponsorisé le fameux Ben Laden, présenté à l'époque comme un résistant et un ami du « monde libre ». Ils lui ont fourni des armes, en particulier des lance missiles, qui lui ont permis de tenir tête à l'armée russe. Mais, dix ans plus tard, ces éléments armés, fort de l'expérience militaire acquise, s'emparaient de l'ensemble du pays et, selon les Etats unis, l'utilisaient comme base arrière pour les opérations d'Al Qaida. C'est sous ce prétexte que les troupes américaines ont à leur tour envahi le pays en 2000 et y ont mené vingt ans de querre. Présenté par les médias comme une « libération », en particulier des femmes, cette nouvelle invasion a abouti au résultat inverse. Les Talibans qui ne représentaient qu'une fraction de la population de la partie sud du pays sont parvenus à fédérer les opposants aux envahisseurs. Les deux mille milliards de dollars déversés par les Etats unis n'ont profité qu'à une poignée de potentats qui vivaient dans de luxueuses résidences sous haute protection, quand ils ne plaçaient pas ces fonds à l'étranger. Cette corruption n'a fait que renforcer la haine de population et renforcer l'audience des Talibans.

La libération des femmes afghanes ne viendra pas d'une nouvelle opération militaire. La lutte sera sans doute difficile et peut-être longue, mais on peut douter que les Talibans parviennent par exemple à contrôler totalement une ville comme Kaboul qui compte aujourd'hui 4,5 millions d'habitants, alors qu'ils n'organisaient que 45000 hommes dans tout le pays après le départ des troupes américaines. L'incapacité des Talibans à faire face à la crise économique devrait aussi leur faire perdre la popularité qu'ils ont acquise en combattant les envahisseurs. Les structures patriarcales de la société ont été ébranlées par la guerre dans les villes. Ces différents facteurs vont rendre leur régime instable. On ne peut régler durablement par la terreur, surtout dans un pays dont la population a montré au fil des siècles sa capacité à se révolter.